

Ces élections partielles marquaient un coup d'arrêt à la poussée électorale de l'Unité Populaire. Leur signification tient au fait que l'Unité Populaire a proclamé et maintient sa volonté de conquérir le pouvoir et de passer au socialisme en respectant les voies légales et électorales.

En septembre-octobre derniers, la détérioration de la situation a atteint un point de crise. Les camionneurs se sont mis en grève pour s'opposer au projet gouvernemental de création d'une entreprise nationalisée de transport. Paralysant la distribution, ils ont ainsi aggravé les problèmes d'alimentation. A leur suite, les commerçants ont lancé aussi un ordre de grève. Les deux grèves, cumulant les effets de désorganisation de la distribution, tendaient à exaspérer les masses et exacerber les tensions sociales.

Craignant que la situation dégénère et que se multiplient les affrontements de rue, le gouvernement a décrété l'état d'urgence dans plusieurs provinces. Ainsi, dans la province de Santiago, le général Hector Bravo, annonçait le 13 octobre par radio les mesures d'exception : interdiction de manifester dans les rues, interdiction de publier des informations pouvant être considérées comme « alarmistes, exagérées, tendancieuses ou provocatrices », interdiction aux civils de porter des armes à feu, renforcement du contrôle de la circulation dans les rues.

L'affaire est claire. Au lieu d'en appeler à la vigilance et à la mobilisation des masses, non seulement pour préserver leurs conquêtes, mais pour les approfondir, le gouvernement confie le maintien de l'ordre à l'armée. Au lieu d'en appeler aux masses, on exige des rues désertes et on confie à l'armée le soin de les vider, de les quadriller. Cette même armée décidera encore de ce qu'elle considère comme « alarmiste, exagéré, tendancieux ou provocateur ». Une telle clause ne vise pas seulement la droite ; de toute évidence, elle pourra être appliquée le cas échéant aux publications critiques à l'égard du régime venant de l'extrême-gauche.

A l'occasion de cette crise d'octobre 72, le président Allende éprouvera le besoin d'intervenir personnellement. Dans un discours alarmé et modérateur, il appela les travailleurs à « s'abstenir de toute occupation illégale » d'entreprise. Il leur interdisait ainsi leur moyen de riposte le plus efficace. Et, conséquence logique, le gouvernement cédait aux entrepreneurs de transports en renonçant à créer dans un délai prévisible une compagnie de transports nationalisée.

Cette capitulation du gouvernement d'Unité Populaire face à la pression et au chantage du patronat n'est pas la première. Il avait déjà capitulé notamment devant la puissance de la Chambre Chilienne de Construction, sorte de trust régnant sur l'industrie du bâtiment. Cette Chambre Chilienne de la Construction est liée à la Banque du Chili qui échappe au contrôle de l'état. Le programme de l'Union Populaire avançait